

D. Local de soins

Art. 95. Dans les mines, un local de soins visé à l'article 87, 3^e, sera installé dans le lieu ou les lieux les plus appropriés à cet effet, soit sous terre, soit à la surface. Il sera tenu à l'abri de toutes influences nocives, bien ventilé, éclairé et chauffé. Son équipement sera conforme aux avis du médecin-réanimateur et du médecin-coordonnateur en concertation avec les médecins du travail et/ou les médecins responsables en matière de premiers soins. Le matériel d'intervention à emmener par le médecin ou le personnel de soins lorsqu'ils descendront assister un blessé ou un malade y sera conservé.

Dans les minières et carrières souterraines, ce local sera installé à l'endroit le plus approprié, en concertation avec le médecin du travail.

Section II. — Dispositions particulières

Art. 96. Dans les mines, l'employeur désignera un médecin-coordonnateur qui aura pour tâche de coordonner toutes les activités relatives à l'organisation des premiers soins en cas d'accident ou d'indisposition dans les différents sièges d'exploitation.

Ce médecin établira régulièrement à l'intention de l'inspection médicale, un rapport sur ces activités. L'employeur se fera également assister en ce qui concerne tous les aspects des premiers soins par son médecin du travail et/ou d'autres médecins dont la responsabilité pourrait être engagée en la matière, et par un médecin-réanimateur attaché à un établissement de soins visé à l'article 87, 4^e. Par médecin-réanimateur on entend un médecin spécialiste en anesthésie et ayant une compétence particulière en matière de secours urgents et de soins intensifs.

Art. 97. Dans les minières et carrières souterraines, l'employeur coordonnera, en concertation avec le médecin du travail, toutes les activités relatives à l'organisation des premiers soins en cas d'accident ou d'indisposition. »

Art. 2. L'article 100 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 100. Les ingénieurs et agents de l'administration des mines ainsi que les membres de l'inspection médicale du travail sont chargés de surveiller l'exécution du présent arrêté, à l'exception des dispositions de son chapitre II, relatives au contrôle sanitaire du personnel, pour lesquelles cette surveillance sera exercée par les seuls membres de l'inspection médicale du travail. »

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du quatrième mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*.

Art. 4. Notre Ministre des Affaires économiques et Notre Ministre de l'Emploi et du Travail sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 23 février 1987.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires économiques,
Ph. MAYSTADT

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,
M. HANSENNE

D. Verpleeglokaal

Art. 95. Een in artikel 87, 3^e, bedoeld verpleeglokaal dient te worden ingericht in de mijnen op de voor dit doel meest geschikte plaatsen of plaatsen, hetzij ondergronds, hetzij bovengronds. Het lokaal moet gevrijwaard zijn voor alle schadelijke invloeden, goed verlucht, verlicht en verwarmd. Het lokaal zal uitgerust worden overeenkomstig de adviezen van de arts-reanimator en de arts-coördinator in overleg met de arbeidsgeneesheren en/of andere voor de eersthulpverlening verantwoordelijke artsen. Het interventiematerieel dat door de arts of de verpleegkundige zal meegenomen worden wanneer zij afdalen om een gekwetste of zieke bij de staan, zal hier worden bewaard.

In de ondergrondse groeven en graverijen wordt dat lokaal ingericht op de meest aangewezen plaats in overleg met de arbeidsgeneesheer.

Afdeling II. — Bijzondere bepalingen

Art. 96. In de mijnen duidt de werkgever een arts-coördinator aan wiens taak erin bestaat alle werkzaamheden in verband met de organisatie van de eerste hulp bij ongeval of ongesteldheid in de verscheidene uithangsetels te coördineren.

Deze geneesheer zal bij de Medische Inspectie regelmatig verslag uitbrengen over de activiteiten dienaangaande. De werkgever laat zich inzake alle aspecten van de eersthulpverlening eveneens adviseren door zijn arbeidsgeneesheer en/of andere artsen die terzake verantwoordelijkheid dragen en door een arts-reanimator die verbonden is aan een verzorgingsinstelling bedoeld in artikel 87, 4^e. Onder arts-reanimator wordt verstaan een geneesheer-specialist in de anesthesie met bijzondere bekwaamheid inzake dringende hulpverlening en intensive zorgen.

Art. 97. In de ondergrondse groeven en graverijen zal de werkgever, in overleg met de arbeidsgeneesheer, alle activiteiten met betrekking tot de organisatie van de eersthulpverlening in geval van ongeval of ongesteldheid coördineren. »

Art. 2. Artikel 100 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 100. De ingenieurs en beambten van de administratie van het mijnwezen alsmede de leden van de medische arbeidsinspectie worden ermee belast toezicht te houden over de uitvoering van dit besluit, met uitzondering van de bepalingen van hoofdstuk II betreffende de gezondheidscontrole over het personeel waarvoor vermeld toezicht uitsluitend door de leden van de dienst voor medische arbeidsinspectie zal worden uitgeoefend. »

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de vierde maand die volgt op de publicatie ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 4. Onze Minister van Economische Zaken en Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 23 februari 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Economische Zaken,
Ph. MAYSTADT

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
M. HANSENNE

EXÉCUTIFS — EXECUTIEVEN**MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE**

F. 87 — 585

13 NOVEMBRE 1986. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon
relatif à la taxe sur certains transferts d'eau à l'extérieur de la Région

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi ordinaire de réformes institutionnelles du 9 août 1985 et notamment l'article 14;

Vu le décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution et notamment les articles 32 à 35, 58 et 79;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances donné le 6 novembre 1986;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Eau et de la Vie rurale,

Arrête :

Article 1^{er}. Les articles 32 à 35 du décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, entrent en vigueur le jour de la publication au *Moniteur belge* du présent arrêté.

Art. 2. Toute personne physique ou morale qui transfère de l'eau dans les conditions prévues à l'article 32, § 1^{er}, du décret du 7 octobre 1985 précité est tenue d'en faire la déclaration à la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, Inspection générale de l'Eau, au moyen d'un document dont le modèle est fixé par le Ministre qui a la politique de l'Eau dans ses attributions.

Art. 3. Pour chaque exercice d'imposition, la déclaration mentionne le volume d'eau transféré durant l'année précédent cet exercice, et est envoyée à la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, au plus tard le 31 mars de cet exercice.

La première déclaration doit être introduite pour le 31 mars 1988, au plus tard, et mentionner le volume d'eau transféré durant l'année 1987.

Art. 4. Les rôles sont dressés par la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, Inspection générale de l'Eau, et rendus exécutoires par le Ministre des Finances en concertation avec la Région wallonne.

La Direction générale précitée en délivre les avertissements-extraits aux contribuables intéressés. La taxe en cause est payable dans le mois de la réception de l'avertissement-extrait du rôle, au compte particulier de la Région wallonne, ouvert à cet effet.

Art. 5. Sans préjudice de l'application de l'article 58 du décret précité, en cas d'erreur ou d'omission dans la déclaration du contribuable ayant entraîné une insuffisance de paiement ou un paiement de sommes indues, la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement rectifie le montant de la taxe acquittée.

En cas de paiement de sommes indues, le service précité procède au remboursement du trop-perçu.

En cas d'insuffisance de paiement, le même service procède au recouvrement du solde conformément aux articles 33 à 35 du décret du 7 octobre 1985 précité.

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 7. Le Ministre qui a la politique de l'Eau dans ses attributions et le Ministre qui a le Budget et les Finances dans ses attributions sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 13 novembre 1986.

M. WATHELET

A. LIENARD

Ch. AUBECQ

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 87 — 585

13. NOVEMBER 1986. — Erlass der Wallonischen Regionalexekutive über die Steuer auf gewisse Überführungen von Wasser ausserhalb der Region

Aufgrund des Ordentlichen Gesetzes vom 9. August 1980 zur Reform der Institutionen, insbesondere des Artikels 14;

Aufgrund des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung und insbesondere der Artikel 32 bis 35, 38 und 79;

Aufgrund des am 6. November 1986 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, des Wassers und des Landlebens,

Beschliesst die Wallonische Regionalexekutive :

Artikel 1. Die Artikel 32 bis 35 des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung treten in Kraft am Tage, an dem der vorliegende Erlass im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Art. 2. Jede natürliche oder juristische Person, die unter den in Artikel 32, § 1, des obenerwähnten Dekrets vom 7. Oktober 1985 vorgesehenen Bedingungen Wasser überführt, ist verpflichtet, dies der Generaldirektion der Naturschätzung und der Umwelt, Generalinspektion für Wasser, mittels eines Dokumentes zu erklären, dessen Muster vom Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wasserpoltik gehört, festgelegt wird.

Art. 3. Für jedes Veranlagungsjahr erwähnt die Erklärung das während des Jahres, das diesem Rechnungsjahr vorangeht, überführte Wasservolumen und wird der Generaldirektion der Naturschätzung und der Umwelt spätestens am 31. März dieses Rechnungsjahres zugeschickt.

Die erste Erklärung muß spätestens am 31. März 1988 eingereicht werden und das während des Jahres 1987 überführte Wasservolumen erwähnen.

Art. 4. Die Steuerlisten werden von der Generaldirektion der Naturschätzung und der Umwelt, Generalinspektion für Wasser, aufgestellt und erhalten Vollstreckung durch den Finanzminister im Einvernehmen mit der Wallonischen Region.

Die vorerwähnte Generaldirektion stellt den betreffenden Steuerpflichtigen die Steuerbescheide aus. Die betreffende Steuer ist innerhalb des Monats nach dem Empfang des Steuerbescheids — Auszug aus der Hebe-rolle — auf das zu diesem Zweck eröffnete Sonderkonto der Wallonischen Region einzuzahlen.

Art. 5. Unbeschadet der Anwendung von Artikel 58 des vorerwähnten Dekrets berichtigt die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt den Betrag der entrichteten Steuer, wenn ein Irrtum oder eine Auslassung in der Erklärung des Steuerpflichtigen die Zahlung eines einzureichenden Betrags oder die Zahlung eines nicht geschuldeten Betrags herbeigeführt hat.

Bei einer Zahlung von nicht geschuldeten Beträgen nimmt die vorerwähnte Dienststelle die Rückerstattung der zuviel erhobenen Steuer vor.

Bei einer unzureichenden Zahlung nimmt dieselbe Dienststelle die Einziehung des Restbetrags gemäß den Artikeln 33 bis 35 des vorerwähnten Dekrets vom 7. Oktober 1985 vor.

Art. 6. Vorliegender Erlaß tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 7. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wasserpolitik gehört, und der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt und die Finanzen gehören, sind jeder für das, was ihn betrifft, mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Brüssel, den 13. November 1986.

M. WATHELET
A. LIENARD
Ch. AUBECQ

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 87 — 585

13 NOVEMBER 1986. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve betreffende de belasting op sommige wateroverbrengingen buiten het Gewest

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de gewone wet van 9 augustus 1985 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 14;

Gelet op het decreet van 7 oktober 1985 betreffende de bescherming van oppervlaktewateren tegen verontreiniging en inzonderheid op de artikelen 32 tot 35, 58 en 79;

Gelet op het advies van 6 november 1986 van de Inspectie van Financiën;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van de Ruimtelijke Ordening, van het Water en van het Leefmilieu,

Besluit :

Artikel 1. De artikelen 32 tot 35 van het decreet van 7 oktober 1985 betreffende de bescherming van oppervlaktewateren tegen verontreiniging treden in werking de dag waarop dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 2. Elke natuurlijke of rechtspersoon die onder de voorwaarden bepaald in artikel 32, § 1, van het hierboven vermelde decreet van 7 oktober 1985 water overbrengt, wordt verplicht daarvan aangifte te doen bij de Algemene Directie Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, Algemene Inspectie voor Water, door middel van een document waarvan het model door de Minister tot wiens bevoegdheid het waterbeleid behoort, vastgesteld is.

Art. 3. Voor ieder aanslagjaar moet de aangifte de tijdens het daaraan voorafgaande jaar hoeveelheid water vermelden en ten laatste op 31 maart van het aanslagjaar aan de Algemene Directie Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu worden gezonden.

De eerste aangifte moet ten laatste op 31 maart 1988 ingediend worden en de tijdens het jaar 1987 overgebrachte hoeveelheid water vermelden.

Art. 4. De kohieren worden door de Algemene Directie Natuurlijke Hulpbronnen, Algemene Inspectie voor Water opgemaakt en uitvoerbaar verklaard door de Minister van Financiën in overleg met het Waalse Gewest.

De hierboven vermelde Algemene Directie zendt de aanslagbiljetten aan de betrokken belastingplichtigen. De bedoelde belasting moet binnen een maand na ontvangst van het aanslagbiljet worden betaald op de daartoe geopende bijzondere rekening van het Waalse Gewest.

Art. 5. Onverminderd de toepassing van artikel 58 van het hierboven vermelde decreet, verbetert de Algemene Directie Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu het bedrag van de verschuldigde belasting bij vergissing of verzuim in de aangifte van de belastingplichtige welke een onvoldoende betaling of een betaling van ten onrechte geïnde sommen ten gevolg had.

In geval van betaling van ten onrechte geïnde sommen gaat de genoemde dienst over tot terugbetaling van het te veel geïnde.

In geval van onvoldoende betaling gaat dezelfde dienst overeenkomstig de artikelen 33 en 35 van het hierboven vermelde decreet van 7 oktober 1985 over tot invordering van het saldo.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekend gemaakt.

Art. 7. De Minister tot wiens bevoegdheid het Water behoort en de Minister tot wiens bevoegdheid de Begroting en de Financiën behoren zijn ieder wat hem betreft belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 13 november 1986.

M. WATHELET
A. LIENARD
Ch. AUBECQ